



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 juin 2015

SOMMAIRE

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	3
RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE.....	5
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE .	13
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	16



ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 juin 2015

**Attestation de la personne physique responsable du rapport
financier semestriel**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.



Le 23 juillet 2015
Le Président du Conseil d'Administration
Dominique Thomann



RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

30 juin 2015

RCI Banque

groupe RENAULT

ACTIVITÉS ET RÉSULTATS

1^{ER} SEMESTRE 2015





RCI EN BREF

En tant que financière des marques de l'Alliance, RCI Banque assure le financement des ventes des marques du Groupe Renault (Renault, Renault Samsung Motors, Dacia) dans le monde et du Groupe Nissan (Nissan, Infiniti, Datsun) principalement en Europe, Russie et Amérique du Sud.

UNE IMPLANTATION INTERNATIONALE

Le groupe RCI Banque exerce son activité de financement et de vente de services dans 36 pays :

- **en Europe:** France, Allemagne, Autriche, Belgique, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse;
- **en Amériques:** Argentine, Brésil, Colombie;
- **en Afrique, Moyen-Orient, Inde:** Algérie, Inde, Maroc;
- **en Eurasie:** Bulgarie, Roumanie, Russie, Turquie, Ukraine;
- **en Asie-Pacifique:** Corée du Sud.

UNE ORGANISATION QUI S'ADRESSE À 3 CLIENTÈLES

La vocation première de RCI Banque est la satisfaction de ses trois clientèles de référence: Particuliers, Entreprises et Réseaux de distribution. Elle propose des solutions adaptées à leurs besoins spécifiques et aux meilleures conditions pour faciliter l'accès aux véhicules des marques de l'Alliance, en offrant :

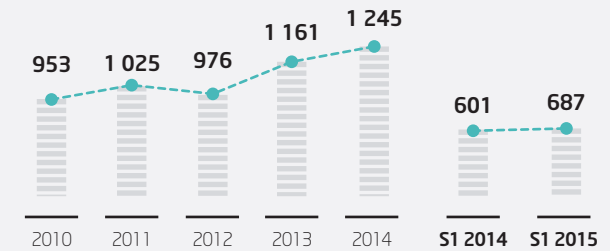
- **aux Particuliers:** une large gamme d'offres de crédits, de solutions locatives et de services pour les véhicules neufs comme pour les véhicules d'occasion afin d'accompagner les clients dans leurs différents besoins de mobilité;
- **aux Entreprises (PME, artisans, commerçants, firmes multinationales):** des solutions performantes adaptées à tous les segments de ces clients en fonction de leurs besoins de se recentrer sur leurs activités et de déléguer la gestion de leur parc à un partenaire solide;
- **aux Réseaux de distribution des marques de l'Alliance:** le financement des stocks de véhicules neufs, de pièces et de véhicules d'occasion, ainsi que les besoins de trésorerie à court terme. RCI Banque se veut le premier partenaire financier des Réseaux et joue également un rôle de conseil afin d'assurer leur pérennité par la mise en place de normes financières et leur suivi régulier.

L'activité Banque d'Épargne

RCI Banque propose son activité de collecte de dépôts sur 4 marchés: la France, l'Allemagne et l'Autriche auxquels s'ajoute désormais le Royaume-Uni. Au 30 juin 2015, les montants collectés atteignent 7 Md€ soit plus de 25 % de son encours productif moyen (EPM).

Nombre total de dossiers véhicules

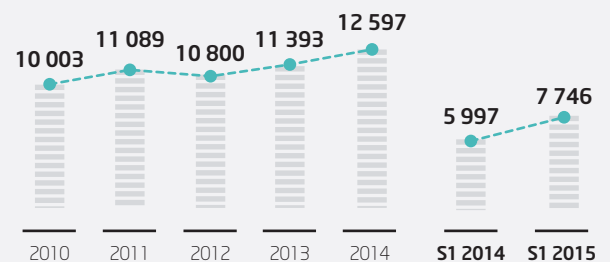
(en milliers)



Nouveaux financements

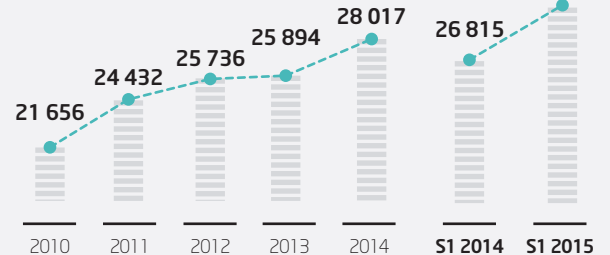
(hors cartes et prêts personnels)

(en millions d'euros)



Encours net à fin

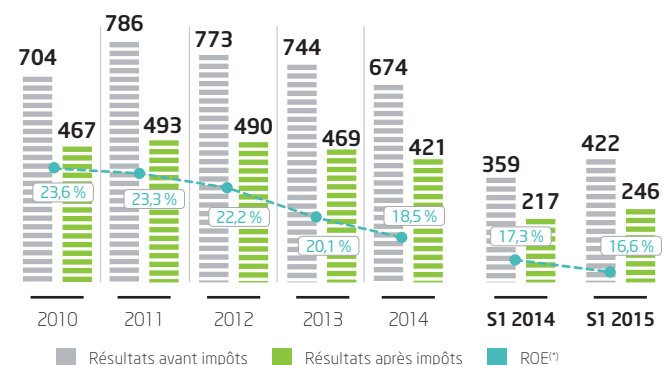
(en millions d'euros)



Résultats

(part des actionnaires de la société mère)

(en millions d'euros)



⁽¹⁾ ROE: Return On Equity (hors éléments non récurrents).



ACTIVITÉ COMMERCIALE AU PREMIER SEMESTRE 2015

RCI Banque poursuit l'accompagnement commercial de toutes les marques de l'Alliance, avec une hausse de 14,4 % des nouveaux dossiers de financement sur un an. Le groupe intensifie le développement de l'activité Services avec 1 360 000 contrats vendus au cours du premier semestre 2015.

Le groupe RCI Banque confirme sa stratégie de croissance, axée à la fois sur l'amélioration de la performance financements VN et VO, sur le déploiement de nouveaux services et sur le développement à l'international.

Dans un contexte de forte hausse des immatriculations des marques de l'Alliance en Europe, compensant la baisse constatée sur les principaux marchés émergents (Russie, Argentine, Brésil), RCI Banque finance 686 872 nouveaux dossiers.

Le taux d'intervention s'améliore de 3,1 points par rapport à fin juin 2014. Il s'établit à 36,5 %. Cette performance intrinsèque dans un marché automobile en croissance se traduit par une augmentation de

29,2 % du montant des nouveaux financements par rapport au premier semestre 2014. L'encours productif moyen s'établit désormais à 27,6 milliards d'euros, soit +11,1 % par rapport à fin juin 2014.

Axe majeur de la stratégie du groupe, l'activité Services a connu une forte progression sur le premier semestre, avec un volume de contrats qui s'établit à 1,36 million, en hausse de 32,2 %.

Cette activité contribue à la satisfaction et à la fidélité aux marques de l'Alliance. Elle contribue également à la rentabilité de l'activité de RCI Banque tout en s'inscrivant dans une démarche de diversification des produits offerts par l'entreprise.

Marché VP+PVU ^(*)		PART DE MARCHÉ		TAUX D'INTERVENTION FINANCEMENTS RCI Banque (%)	NOUVEAUX DOSSIERS VÉHICULES (milliers)	NOUVEAUX FINANCEMENTS HORS CARTES ET PP (M€)	ENCOURS NET À FIN 1 ^{ER} SEM. (M€)	dont ENCOURS CLIENTÈLE NET À FIN 1 ^{ER} SEM. (M€)	dont ENCOURS RÉSEAUX NET À FIN 1 ^{ER} SEM. (M€)
		MARQUES DU GROUPE RENAULT (%)	MARQUES DU GROUPE NISSAN (%)						
Europe	S1 2015	10,4 %	3,8 %	38,3 %	533	6 509	25 809	18 865	6 944
	S1 2014	10,4 %	3,4 %	33,4 %	418	4 862	22 466	15 865	6 601
dont Allemagne	S1 2015	5,0 %	2,2 %	43,9 %	73	995	4 338	3 357	981
	S1 2014	5,4 %	2,1 %	44,0 %	70	929	3 911	2 895	1 016
dont Espagne	S1 2015	13,0 %	5,2 %	45,4 %	58	604	2 507	1 876	631
	S1 2014	12,2 %	4,3 %	39,0 %	37	392	1 845	1 382	463
dont France	S1 2015	26,9 %	3,7 %	37,6 %	186	2 137	9 650	6 722	2 928
	S1 2014	27,3 %	3,6 %	33,1 %	155	1 816	9 465	6 427	3 038
dont Italie	S1 2015	9,2 %	3,8 %	50,7 %	66	832	2 763	2 252	511
	S1 2014	8,5 %	3,5 %	44,5 %	47	601	2 348	1 844	504
dont Royaume-Uni	S1 2015	4,0 %	5,8 %	34,7 %	69	1 158	3 745	2 997	748
	S1 2014	3,8 %	5,3 %	26,4 %	46	600	2 592	1 979	613
dont autres pays	S1 2015	10,0 %	3,0 %	29,0 %	80	783	2 806	1 661	1 145
	S1 2014	9,9 %	2,6 %	25,0 %	63	525	2 306	1 339	967
Asie-Pacifique Corée du Sud	S1 2015	4,4 %	0,5 %	52,2 %	26	382	1 114	1 097	17
	S1 2014	4,7 %	0,4 %	45,2 %	22	271	961	951	10
Amériques	S1 2015	7,7 %	1,9 %	40,0 %	68	578	2 650	2 046	604
	S1 2014	8,4 %	1,6 %	40,1 %	85	689	3 004	2 337	667
dont Argentine	S1 2015	10,6 %	-	23,7 %	10	79	327	207	120
	S1 2014	14,4 %	-	18,5 %	12	56	286	227	59
dont Brésil	S1 2015	7,0 %	2,4 %	44,4 %	59	499	2 323	1 839	484
	S1 2014	7,0 %	2,0 %	48,1 %	74	632	2 718	2 110	608
Afrique, Moyen-Orient, Inde^(**)	S1 2015	38,4 %	-	33,5 %	8	65	323	259	64
	S1 2014	37,4 %	-	32,2 %	8	61	295	237	58
Eurasie	S1 2015	11,6 %	5,8 %	22,2 %	52	213	81	76	5
	S1 2014	10,5 %	5,6 %	26,2 %	68	115	90	86	4
TOTAL	S1 2015	9,9 %	3,5 %	36,5 %	687	7 746	29 977	22 343	7 634
	S1 2014	9,8 %	3,2 %	33,4 %	601	5 997	26 815	19 475	7 340

Les indicateurs d'activité commerciale (taux de pénétration, nouveaux dossiers, nouveaux financements) incluent les sociétés consolidées par mise en équivalence.

Les indicateurs de Bilan (encours à fin) excluent ces mêmes entités.

^(*) Les données concernent les marchés voitures particulières (VP) et petits véhicules utilitaires (PVU).

^(**) Hors Inde.

Dans les régions Europe, Asie-Pacifique et Afrique-Moyen-Orient-Inde, RCI Banque améliore ses taux d'interventions financements sur le premier semestre 2015.

La région Amériques, fragilisée par une dégradation significative du marché automobile, maintient un haut niveau de performance avec un taux d'intervention financements à 40,0 %, équivalent à juin 2014.

Dans la région Eurasie, RCI Banque fait face à un environnement très contrasté. Le marché automobile russe, frappé par la hausse des taux

d'intérêts, a fortement chuté. Dans ce contexte, le taux d'intervention s'est contracté en début d'année avant de retrouver son niveau d'avant-crise en fin de semestre. Au cumul il atteint 19,5 % en moyenne sur le semestre. En Turquie, RCI Banque profite du rebond du marché automobile sur lequel le taux d'intervention progresse à 28,0 % soit +7,8 points par rapport à juin 2014. Ainsi, la région Eurasie affiche un taux d'intervention financements à 22,2 %, en retrait de 4,0 points par rapport au premier semestre 2014.



ÉLÉMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Dans un environnement économique contrasté entre la reprise de la croissance en Europe et le ralentissement économique sur les marchés émergents, RCI Banque enregistre un résultat avant impôts de 422 M€ en progression de 17,5%.

LES RÉSULTATS

Le produit net bancaire (PNB) augmente de 6,6 % pour s'établir à 674 M€, soit 4,93 % de l'encours productif moyen (EPM). Cette progression est due à la fois à la hausse des encours (+11,1 % par rapport au premier semestre 2014) et à la contribution croissante des services qui représentent 29,3 % du PNB (contre 27,0 % au premier semestre 2014).

Le coût du risque total (y compris risque pays) s'améliore à 0,31 % de l'encours productif moyen, contre 0,47 % à fin juin 2014.

Les frais de fonctionnement s'établissent à 1,54 % de l'EPM, soit une réduction de 4 points de base. La bonne tenue du ratio témoigne de la capacité de RCI Banque à maîtriser ses frais tout en poursuivant le déploiement de son plan stratégique ambitieux.

Le résultat avant impôts atteint 422 M€ à fin juin 2015, en hausse de 17,5 % sous l'effet de la réduction du coût du risque et de la hausse du PNB.

Le résultat net consolidé – part des actionnaires de la société mère – atteint 246 M€, contre 217 M€ au premier semestre 2014.

LE BILAN

Les bonnes performances commerciales, notamment en Europe, ont permis une progression historique de l'encours net de financement qui atteint 30,0 Md€ contre 26,8 Md€ à fin juin 2014.

Parallèlement, l'EPM progresse également et s'établit à 27,6 Md€ contre 24,8 Md€ au premier semestre 2014.

Les capitaux propres consolidés s'élèvent à 3 313 M€ contre 2 947 M€ à fin juin 2014.

Les dépôts en provenance de la clientèle de particuliers en France, Allemagne, Autriche et au Royaume-Uni (lancement de l'activité en juin 2015) atteignent 7,0 Md€ à fin juin 2015 contre 5,1 Md€ à fin juin 2014 et représentent plus de 25 % de l'EPM.

LA RENTABILITÉ

Le ROE* est en repli à 16,6 % contre 17,3 % à fin juin 2014, notamment sous l'effet de la hausse des fonds propres moyens consolidés au cours de la période.

LA SOLVABILITÉ

Le ratio de solvabilité *Core Tier One* calculé selon les normes Bâle III s'élève à 11,3% au 30 juin 2015, contre 11,7% à fin juin 2014. Hors exigences au titre du niveau plancher, il est de 14,8%.

RÉSULTAT CONSOLIDÉ (en millions d'euros)	06/2015	06/2014	12/2014	12/2013
Produit net bancaire	674	632	1 210	1 221
Charges générales d'exploitation et assimilées ^(*)	(212)	(211)	(422)	(382)
Coût du risque	(42)	(58)	(109)	(102)
Participations dans les entreprises associées et coentreprises	2	(4)	(5)	7
Résultat consolidé avant impôts	422	359	674	744
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ (part des actionnaires de la société mère)	246	217	421	469

^(*)y compris les dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles et les gains et pertes sur actifs immobilisés.

BILAN CONSOLIDÉ (en millions d'euros)	06/2015	06/2014	12/2014	12/2013
Encours net total dont	29 977	26 815	28 017	25 894
• <i>Crédit Clientèle</i>	15 680	13 105	14 068	12 094
• <i>Location financière</i>	6 663	6 370	6 072	6 224
• <i>Crédit Réseaux</i>	7 634	7 340	7 877	7 576
Opérations de location opérationnelle nettes d'amortissements et de provisions	449	219	309	195
Autres actifs	4 030	3 076	3 693	3 416
Fonds propres (y.c. résultat de l'exercice) dont	3 325	3 208	3 422	3 184
• <i>Capitaux propres</i>	3 313	2 947	3 161	2 923
• <i>Dettes subordonnées</i>	12	261	261	261
Emprunts obligataires	13 716	12 017	12 039	11 755
Titres de créances négociables (CD, CP, BT, BMTN)	1 213	877	952	802
Titrisations	3 438	3 311	3 636	3 605
Comptes d'épargne de la clientèle Livrets ordinaires	5 105	4 001	5 102	3 549
Dépôts à terme de la clientèle	1 921	1 132	1 432	784
Dettes envers les établissements de crédit et autres dettes envers la clientèle (dont Schuldschein)	3 706	3 731	3 430	4 030
Autres passifs	2 032	1 833	2 006	1 796
TOTAL BILAN	34 456	30 110	32 019	29 505

* ROE : Return On Equity (hors éléments non récurrents)



POLITIQUE FINANCIÈRE

La politique monétaire de la Banque Centrale Européenne a pris un nouveau virage historique le 22 janvier 2015 avec l'annonce du lancement d'un programme d'assouplissement quantitatif (QE) de 60 Md€ de titres publics et privés par mois entre mars 2015 et septembre 2016.

Ces mesures, déployées il y a déjà plusieurs années par la Banque du Japon, la *Federal Reserve* et la Banque d'Angleterre, visent à faire remonter l'inflation à un niveau proche de la cible de 2% retenue par l'institut d'émission. Après le discours de Mario Draghi en juillet 2012, affirmant que la BCE était prête à faire « tout ce qui était nécessaire », ces mesures confirment l'inflexion vers une politique monétaire plus interventionniste.

Cette décision a permis au mouvement de baisse des taux de se poursuivre jusqu'en avril, date à laquelle plus de 40% de la dette émise par les États européens affichait des rendements négatifs. Ensuite, une correction technique dont les effets ont été accentués par les inquiétudes relatives à une sortie de la Grèce de l'euro a provoqué un retournement des marchés. Les taux de *swaps*

moyen et long terme ont fortement progressé au cours des mois de mai et juin, pour atteindre des niveaux proches de ceux de l'été 2014.

Les *spreads* obligataires ont connu des évolutions similaires à celles des taux d'intérêt, marquant un resserrement au cours des quatre premiers mois 2015 puis un élargissement conséquent les ramenant à des niveaux équivalents à ceux de juin 2014.

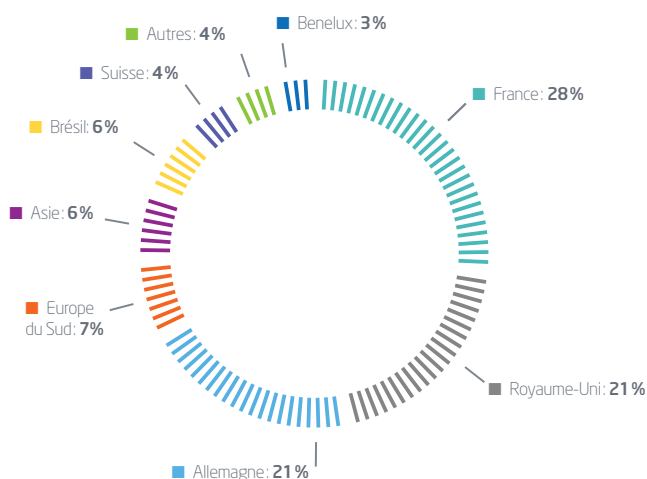
RCI Banque a lancé trois émissions obligataires sous format public au cours du semestre. La première, d'une durée de 5 ans et d'un montant de 500 M€ affiche un coupon de 0,625%, le plus bas jamais payé par le groupe en euro. La transaction suivante, d'un montant de 750 M€ et d'une durée de trois ans et trois mois porte un coupon à taux variable. Le groupe a par la suite émis 750 M€ à 7 ans à taux fixe, maturité qui avait été inaugurée en 2014. En parallèle, de nombreux placements privés ont été réalisés, d'un montant cumulé de 925 M€ et pour une durée moyenne de 1,6 an. Par ailleurs, une titrisation privée sur des crédits automobiles de 600 MGBP a été mise en place par la filiale anglaise, en remplacement d'une opération datant de 2009.

Cette alternance de maturités, types de coupons et de formats d'émission s'inscrit dans la stratégie de diversification des sources de financement poursuivie depuis plusieurs années par le groupe et permet de toucher le plus grand nombre d'investisseurs.

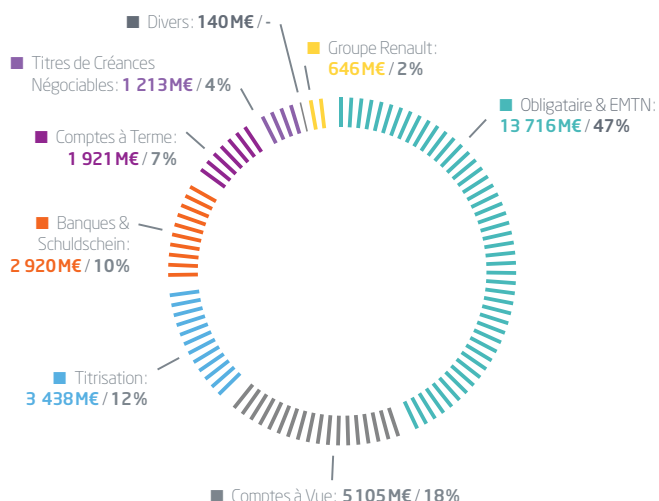
Hors d'Europe, les entités du groupe au Brésil et en Corée du Sud ont également emprunté sur leurs marchés obligataires domestiques. La filiale brésilienne a par ailleurs lancé sa première titrisation adossée à des crédits automobiles pour un montant de 466 MBRL.

L'activité d'Épargne, lancée en 2012 en France, puis étendue successivement à l'Allemagne et l'Autriche, a démarré depuis le mois de juin dans un quatrième pays, le Royaume-Uni.

Répartition géographique des ressources nouvelles à 1 an et plus (hors dépôts) au 30/06/2015

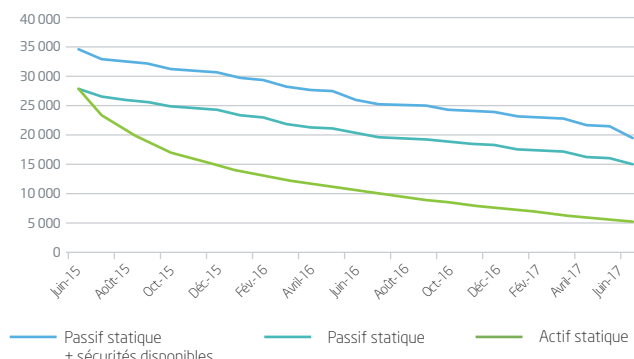


Structure de l'endettement au 30/06/2015



Position de liquidité du groupe RCI Banque(*)

(en millions d'euros)



(*) Périmètre Europe



À fin juin, le total des dépôts de particuliers s'élevait à 7 Md€ (dont 5,1 Md€ de dépôts à vue et 1,9 Md€ de dépôts à terme), en croissance de 8 % par rapport au 31 décembre 2014.

Ces ressources auxquelles s'ajoutent, sur le périmètre Europe, 4,1 Md€ de lignes bancaires confirmées non tirées, 1,8 Md€ de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE, 841 M€ d'actifs hautement liquides (HQLA), ainsi qu'un montant de cash disponible de 100 M€, permettent à RCI Banque d'assurer la continuité de son activité commerciale pendant plus de 11 mois sans accès à la liquidité extérieure.

Dans un environnement complexe et volatil, la politique prudente menée par le groupe depuis plusieurs années s'est montrée particulièrement justifiée. Elle permet de protéger la marge commerciale de chaque entité tout en assurant la sécurité du refinancement de ses activités. Elle est définie et mise en œuvre au niveau consolidé par RCI Banque et s'applique à toutes les entités de financement du groupe.

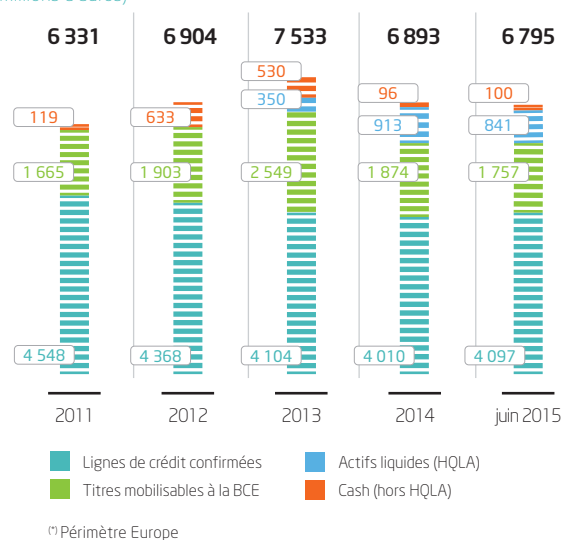
La sensibilité du bilan se mesure également par des risques de marchés (taux, change, contrepartie) très faibles et quotidiennement contrôlés sur base consolidée :

- la sensibilité globale au risque de taux de RCI Banque s'est maintenue en dessous de la limite fixée par le groupe (35 M€ jusqu'au 07 juin 2015, 40 M€ depuis) ;
- au 30 juin 2015, une hausse des taux de 100 points aurait un impact de :
 +8,2 M€ en EUR ; -0,6 M€ en BRL ; +0,1 M€ en CHF ;
 +1,3 M€ en GBP ; +0,1 M€ en KRW ; +0,7 M€ en MAD ;
 +0,1 M€ en USD ;

- la somme des valeurs absolues des sensibilités dans chaque devise s'élève à 11,7 M€ ;
- la position de change consolidée du groupe RCI Banque atteint 7,6 M€.

Sécurités disponibles du groupe RCI Banque^(*)

(en millions d'euros)



ÉMISSIONS ET PROGRAMMES DU GROUPE RCI BANQUE

Les émissions du groupe sont réalisées par six émetteurs : RCI Banque, DIAC, Rombo Compania Financiera (Argentine), RCI Financial Services Korea (Corée du Sud), Companhia de Crédito, Financiamento e Investimento RCI Brasil (Brésil) et RCI Finance Maroc.

ÉMETTEUR	INSTRUMENT	MARCHÉ	MONTANT	S & P	MOODY'S	AUTRES
RCI Banque	Programme Euro CP	Euro	2 000 M€	A-2 (perspective négative)	P2 (perspective stable)	R&I: a-2
RCI Banque	Programme Euro MTN	Euro	12 000 M€	BBB (perspective négative)	Baa1 (perspective stable)	R&I: BBB+
RCI Banque	Programme CD	Français	4 500 M€	A-2 (perspective négative)	P2 (perspective stable)	
RCI Banque	Programme BMTN	Français	2 000 M€	BBB (perspective négative)	Baa1 (perspective stable)	
Diac	Programme CD	Français	1 000 M€	A-2 (perspective négative)		
Diac	Programme BMTN	Français	1 500 M€	BBB (perspective négative)		
Rombo Compania Financiera S.A.	Programme obligataire ^(*)	Argentin	1 000 MARS		Aa2.ar	Fix Scr: AA (perspective négative)
RCI Financial Services Korea Co Ltd	Émissions obligataires ^(*)	Sud Coréen	1 105 MdKRW			KR, KIS, NICE: A+
CFI RCI Brasil	Émissions obligataires ^(*)	Brésilien	3 141 MBRL		Aa1	
RCI Finance Maroc	Programme BSF	Marocain	1 000 MMAD			

^(*) Notation locale.

Risques et incertitudes principales sur le 2nd semestre 2015

La politique monétaire de la Banque Centrale Européenne a pris un nouveau virage historique le 22 janvier 2015 avec l'annonce du lancement d'un programme d'assouplissement quantitatif (QE) de 60 Md€ de titres publics et privés par mois entre mars 2015 et septembre 2016. Ces mesures, déployées il y a déjà plusieurs années par la Banque du Japon, la *Federal Reserve* et la Banque d'Angleterre, visent à faire remonter l'inflation à un niveau proche de la cible de 2 % retenue par l'institut d'émission. Après le discours de Mario Draghi en juillet 2012, affirmant que la BCE était prête à faire « tout ce qui était nécessaire », ces mesures confirment l'inflexion vers une politique monétaire plus interventionniste.

Cette décision a permis au mouvement de baisse des taux de se poursuivre jusqu'en avril, date à laquelle plus de 40% de la dette émise par les Etats européens affichait des rendements négatifs. Ensuite, une correction technique dont les effets ont été accentués par les inquiétudes relatives à une sortie de la Grèce de l'euro a provoqué un retournement des marchés. Les taux de *swaps* moyen et long terme ont fortement progressé au cours des mois de mai et juin, pour atteindre des niveaux proches de ceux de l'été 2014.

RCI Banque devrait bénéficier dans la zone euro d'un environnement de taux bas et d'un accès à la liquidité dans des conditions restant attractives pour réaliser son programme d'emprunts au cours du second semestre.



**RAPPORT DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES SUR
L'INFORMATION FINANCIERE
SEMESTRIELLE**

30 juin 2015

KPMG S.A.
Tour EQHO
2, avenue Gambetta
CS6055
92066 Paris-La Défense Cedex

Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG Audit
1/2, place des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

RCI Banque

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société RCI Banque, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris-La Défense, le 29 juillet 2015

Les Commissaires aux Comptes

KPMG S.A.

ERNST & YOUNG Audit

Valéry Foussé

Bernard Heller



ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

30 juin 2015

SOMMAIRE

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT.....	18
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES.....	21
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES	23
1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS	23
2. REGLES ET METHODES COMPTABLES	23
3. STRUCTURE DU GROUPE.....	24
4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER.....	25
5. REFINANCEMENT.....	26
6. EXIGENCES REGLEMENTAIRES	26
7. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES	27

BILAN CONSOLIDE

ACTIF - en millions d'euros	Notes	06/2015	12/2014
Caisse, Banques centrales		351	465
Instruments dérivés	2	319	298
Actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers		853	756
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3	961	750
Prêts et créances sur la clientèle	4 et 5	30 369	28 397
Comptes de régularisation et actifs divers	6	974	876
Participations dans les entreprises associées et coentreprises		56	50
Opérations de location opérationnelle	4 et 5	449	309
Immobilisations corporelles et incorporelles		29	28
Ecart d'acquisition		95	90
TOTAL ACTIF		34 456	32 019

PASSIF - en millions d'euros	Notes	06/2015	12/2014
Instruments dérivés	2	157	89
Dettes envers les établissements de crédit	7.2	2 920	2 660
Dettes envers la clientèle	7.3	7 812	7 304
Dettes représentées par un titre	7.4	18 367	16 627
Comptes de régularisation et passifs divers	8	1 484	1 549
Provisions	9	131	141
Provisions techniques des contrats d'assurance	9	260	227
Dettes subordonnées	11	12	261
Capitaux propres		3 313	3 161
- Dont capitaux propres part des actionnaires de la société mère		3 300	3 148
Capital souscrit et réserves liées		814	814
Réserves consolidées et autres		2 304	2 029
Gains ou pertes latents		(64)	(116)
Résultat de l'exercice		246	421
- Dont capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle		13	13
TOTAL PASSIF		34 456	32 019

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En millions d'euros	Notes	06/2015	06/2014	12/2014
Intérêts et produits assimilés	17	952	959	1 914
Intérêts et charges assimilés	18	(446)	(492)	(962)
Commissions (Produits)		11	12	23
Commissions (Charges)		(6)	(5)	(12)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat			(1)	(4)
Gains (pertes) nets sur actifs financiers disponibles à la vente et autres			2	2
Produits (charges) nets des autres activités	19	163	157	249
PRODUIT NET BANCAIRE		674	632	1 210
Charges générales d'exploitation	20	(209)	(209)	(417)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(3)	(3)	(6)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		462	420	787
Coût du risque	21	(42)	(58)	(109)
RESULTAT D'EXPLOITATION		420	362	678
Part dans le résultat des entreprises associées et coentreprises		2	(4)	(5)
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés			1	1
RESULTAT AVANT IMPOTS		422	359	674
Impôts sur les bénéfices	22	(160)	(127)	(218)
RESULTAT NET		262	232	456
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		16	15	35
Dont part des actionnaires de la société mère		246	217	421
Résultat net par action (*) et en euros		246,44	216,53	420,74
Résultat net dilué par action et en euros		246,44	216,53	420,74

(*) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapportée au nombre d'actions

ETAT DE RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En millions d'euros	06/2015	06/2014	12/2014
RESULTAT NET	262	232	456
Autres éléments du résultat global	54	18	10
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies	2		(5)
Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	2		(5)
Opérations de couverture de flux de trésorerie	6	(12)	(1)
Variation de JV des actifs disponibles à la vente			
Autres gains et pertes latents			
Différences de conversion	46	30	16
Total des éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net	52	18	15
RESULTAT GLOBAL	316	250	466
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	18	11	36
Dont part des actionnaires de la société mère	298	239	430

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En millions d'euros	Capital (1)	Réserves liées au capital (2)	Réserves consolidées	Ecart de conversion (3)	Gains / pertes latents ou différés (4)	Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	Capitaux propres (Part des actionnaires de la société mère)	Capitaux propres (Part des part. ne donnant pas le contrôle) 0	Total capitaux propres consol.
Capitaux propres au 31 décembre 2013	100	714	1 750	(128)	3	469	2 908	15	2 923
Affectation du résultat de l'exercice précédent			469			(469)			
Capitaux propres au 1 janvier 2014	100	714	2 219	(128)	3		2 908	15	2 923
Variations de valeur des instruments financiers (CFH & AFS) affectant les capitaux propres					(8)		(8)	(4)	(12)
Différences de conversion				30			30		30
Résultat de la période avant affectation						217	217	15	232
Résultat global de la période				30	(8)	217	239	11	250
Effet des variations de périmètre, stock-options et autres			(2)				(2)		(2)
Distribution de la période			(210)				(210)	(17)	(227)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle								3	3
Capitaux propres au 30 juin 2014	100	714	2 007	(98)	(5)	217	2 935	12	2 947
Variations de valeur des instruments financiers (CFH & AFS) affectant les capitaux propres					6		6	5	11
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies					(5)		(5)		(5)
Différences de conversion				(14)			(14)		(14)
Résultat de la période avant affectation						204	204	20	224
Résultat global de la période				(14)	1	204	191	25	216
Effet des variations de périmètre, stock-options et autres			2				2		2
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle			20				20	(24)	(4)
Capitaux propres au 31 décembre 2014	100	714	2 029	(112)	(4)	421	3 148	13	3 161
Affectation du résultat de l'exercice précédent			421			(421)			
Capitaux propres au 1 janvier 2015	100	714	2 450	(112)	(4)		3 148	13	3 161
Variations de valeur des instruments financiers (CFH & AFS) affectant les capitaux propres					4		4	2	6
Ecart actuariel régimes de retraite à prestations définies					2		2		2
Différences de conversion				46			46		46
Résultat de la période avant affectation						246	246	16	262
Résultat global de la période				46	6	246	298	18	316
Retraitement IFRIC 21			5				5		5
Distribution de la période			(150)				(150)	(14)	(164)
Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle								(4)	(4)
Capitaux propres au 30 juin 2015	100	714	2 304	(66)	2	246	3 300	13	3 313

1) Le capital social de RCI Banque SA de 100 millions d'euros est composé de 1.000.000 actions ordinaires de 100 euros entièrement libérées – 999 992 actions étant détenues par Renault s.a.s.

(2) Les réserves liées au capital comprennent les primes d'émission de la société mère.

(3) Le solde des écarts de conversion constaté au 30 juin 2015 concerne principalement le Brésil, l'Argentine et la Corée du Sud. Au 31 décembre 2014, il concernait l'Argentine, le Brésil, la Corée du Sud et la fédération de Russie.

(4) Comprend notamment la juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et des titres disponibles à la vente pour 7,8 M€ et les écarts actuariels IAS 19 pour -5,9 M€ à fin juin 2015.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En millions d'euros	06/2015	06/2014	12/2014
Résultat net revenant aux actionnaires de la société mère	246	217	421
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	3	3	5
Dotations nettes aux provisions	(4)	12	19
Dividendes reçus et part dans les résultats des entreprises associées et des coentreprises	(2)	4	5
Produits et charges d'impôts différés	(8)	(8)	(10)
Pertes et gains nets des activités d'investissement	(1)	(1)	(2)
Résultat net - Part des participations ne donnant pas le contrôle	16	15	35
Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)	73	(1)	(33)
Capacité d'autofinancement	323	240	440
Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)	(143)	5	173
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements	(66)	28	192
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	(41)	(415)	(94)
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur établissements de crédit	(139)	369	348
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit	98	(784)	(442)
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(1 331)	42	237
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur la clientèle	(1 808)	(664)	(1 941)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur la clientèle	477	706	2 178
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	1 660	(577)	(422)
- Encaissements / décaissements liés au portefeuille de titres de placements	(80)	(441)	(665)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes représentées par des titres	1 757	(79)	250
- Encaissements / décaissements liés aux valeurs à l'encaissement	(17)	(57)	(7)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(284)	(62)	(111)
Diminution / augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	4	(1 012)	(390)
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	184	(767)	223
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	(16)		(15)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(3)	(1)	(4)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(19)	(1)	(19)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(164)	(227)	(227)
- Dividendes versés	(164)	(227)	(227)
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	(250)		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	(414)	(227)	(227)
Effet des variations des taux de change et de périmètre sur la trésorerie et équivalents (D)	3	4	7
Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A+ B+C+D)	(246)	(991)	(16)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	956	972	972
- Caisse, Banques centrales (actif et passif)	466	524	524
- Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	490	448	448
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	710	(19)	956
- Caisse, Banques centrales (actif et passif)	351	(387)	466
- Comptes actif et prêts à vue auprès des établissements de crédit	693	612	615
- Comptes passif et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(334)	(244)	(125)
Variation de la trésorerie nette	(246)	(991)	(16)

La ligne 'Trésorerie et équivalents de trésorerie' est composée d'opérations au jour le jour et de dépôts à vue. Ces éléments constitutifs sont présentés en notes 3 et 7.2.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

RCI Banque S.A, société mère du groupe, est une société anonyme à conseil d'administration, au capital de 100 000 000 euros entièrement libéré, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit, et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le n° SIREN 306 523 358.

Le siège social de RCI Banque S.A est situé au 14, avenue du Pavé-Neuf, 93168 Noisy-le-Grand CEDEX.

RCI Banque S.A a pour principale activité le financement des marques de l'Alliance.

Les états financiers consolidés condensés semestriels du groupe RCI Banque S.A au 30 juin portent sur la Société et ses filiales, et sur les intérêts du groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint.

1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les comptes semestriels consolidés condensés du groupe RCI Banque au 30 juin 2015 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 23 juillet 2015 qui a autorisé leur publication.

Les comptes consolidés du groupe RCI Banque, pour l'année 2014, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 4 février 2015 et approuvés à l'Assemblée Générale du 28 mai 2015. Cette dernière a voté la distribution de dividendes de 150 euros par action, soit un total de 150 millions d'euros.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d'euros, sauf indication contraire.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers du groupe RCI Banque arrêtés au 31 décembre 2014 ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2014 et tel qu'adopté dans l'Union européenne à la date de clôture des comptes.

Les comptes intermédiaires au 30 juin 2015 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comprennent pas toutes les informations requises lors de la préparation des comptes consolidés annuels et doivent donc être lus de manière concomitante avec les états financiers au 31 décembre 2014. A l'exception des changements mentionnés ci-après, les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2014.

Les normes et amendements suivants, parus au Journal Officiel de l'Union européenne à la date de clôture des comptes semestriels sont appliqués pour la première fois au 30 juin 2015 :

Norme		Date d'application obligatoire
IFRIC 21	Droits et taxes	1 ^{er} janvier 2015
Améliorations de diverses normes	Améliorations annuelles - Cycle 2011- 2013	1 ^{er} janvier 2015

Le seul texte ayant un impact sur les comptes arrêtés au 30 juin 2015 est l'interprétation IFRIC 21 « Droits et taxes », qui porte sur la date de comptabilisation d'un passif lié au paiement des taxes autres que l'impôt sur le résultat. Désormais, la dette relative à une taxe est enregistrée pour son montant total en une seule fois quand le fait générateur prévu par la législation fiscale se produit. Cette évolution a pour conséquences l'interdiction d'étaler les taxes annuelles dont le fait générateur fiscal est une date unique (sont concernées principalement la taxe foncière, la C3S et la taxe pour risque systémique en France) et l'enregistrement de la charge dans l'exercice du fait générateur fiscal et non plus dans l'exercice de réalisation des éléments d'assiette (concerne la C3S en France). Il est à noter que les nouvelles taxes et cotisations ACPR et BCE dont la contribution au sont également concernées par l'application d'IFRIC21.

Cette interprétation est d'application rétrospective. Son impact est non significatif à l'échelle du groupe, comme le montrent les données retraitées relatives à 2014 présentées ci-dessous.

-
- Les capitaux propres retraités au 31 décembre 2014 sont augmentés de 4,4 millions d'euros.
 - Le résultat brut d'exploitation et le résultat net retraités du 1^{er} semestre 2014 devraient comprendre une charge complémentaire de 6,5 millions d'euros.

Les principales zones de jugements et d'estimations pour l'établissement des comptes consolidés résumés au 30 juin 2015 sont identiques à celles détaillées dans la note 2-B de l'annexe aux comptes annuels 2014.

Les comptes consolidés de RCI Banque sont, par ailleurs, intégrés globalement dans ceux du Groupe Renault.

3. STRUCTURE DU GROUPE

Evolution du périmètre de consolidation en 2015

Entrée dans le périmètre de consolidation par intégration globale de RCI Bank UK, qui est la succursale de RCI Banque S.A. au Royaume-uni et qui porte l'activité banque d'épargne (livrets d'épargne et dépôts à terme).

Filiales étrangères n'ayant pas conclu de convention fiscale avec la France

Conformément à l'arrêté du 6 octobre 2009 portant application de l'article L. 511-45 du code monétaire et financier, RCI Banque déclare détenir en Colombie la société RCI Servicios Colombia S.A à hauteur de 95%. L'activité de cette dernière consiste à percevoir des commissions sur les crédits apportés à un partenaire commercial. Les principaux indicateurs de gestion de cette filiale font l'objet d'un suivi mensuel. Au 30 juin 2015, son résultat avant impôts s'élève à 0,394 M€.

4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique contrasté, RCI Banque maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

Liquidité

RCI Banque porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. Depuis le déclenchement de la crise financière, l'entreprise a largement diversifié ses sources de financement. Au-delà de la base d'investisseurs obligataire historique en euro, de nouvelles zones de placement ont été exploitées avec succès, permettant l'accès aux marchés obligataires dans des devises multiples (USD, CHF, GBP, BRL, KRW, etc), que ce soit pour financer les actifs européens ou pour accompagner le développement hors Europe.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs. Enfin, le lancement de l'activité de collecte de dépôts vient compléter cette diversification et permet à l'entreprise de s'adapter aux exigences de liquidité futures résultant des normes Bâle 3.

Le pilotage du risque de liquidité de RCI Banque est fondé sur plusieurs indicateurs ou analyses, réactualisés mensuellement sur la base des dernières prévisions d'encours (clientèle et réseaux) et des opérations de refinancement réalisées. Les lois d'écoulement des dépôts ont fait l'objet d'hypothèses conservatrices, un coefficient multiplicateur étant appliqué aux sorties de trésorerie stressées retenues par le Comité de Bâle. Le dispositif a fait l'objet d'un audit interne en 2013, d'une revue par le régulateur bancaire (ACPR) et a été renforcé par l'actualisation des procédures internes.

Risque au titre de l'activité de crédit

Le pilotage de la nouvelle production par la probabilité de défaut issue des systèmes de score a permis de maintenir la qualité du portefeuille sur tous les grands marchés.

Les perspectives économiques restant incertaines, le pilotage centralisé de la politique d'acceptation mise en place au début de la crise a été maintenu. Le réglage des systèmes d'acceptation est ajusté en fonction de stress-test mis à jour trimestriellement sur les principaux pays par marché (particuliers, entreprises). Au final, la qualité de la production est en ligne avec les objectifs.

Dans un environnement en évolution permanente, RCI Banque a pour cible de maintenir le risque de crédit global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et les cibles de rentabilité.

Rentabilité

RCI Banque revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité. Cette méthode permet de maintenir constante la rentabilité de cette activité.

Gouvernance

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des comités financiers mensuels.

Les comités de gestion pays suivent également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales.

Exposition au risque de crédit non commercial

Le risque de contrepartie bancaire résulte du placement des excédents de trésorerie temporaires, investis sous forme de dépôts à court terme, et des opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés.

Ces opérations sont réalisées auprès d'établissements bancaires de premier ordre préalablement autorisés par le Comité de Contrepartie. RCI Banque porte par ailleurs une attention particulière à la diversification des contreparties.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours « LCR » (Liquidity Coverage ratio), RCI Banque investit désormais en actifs liquides tels que définis par le comité de Bâle. Ces actifs liquides sont principalement constitués de titres émis par des états ou des émetteurs supranationaux européens détenus en direct. La durée de ce portefeuille est inférieure à un an.

En complément, RCI Banque a également investi dans un fond dont l'actif est constitué de titres de dettes émis par des agences et souverains européens et des émetteurs supranationaux. L'objectif de sensibilité moyenne au risque de crédit est de 7 ans avec une limite à 9 ans. Le fonds vise une exposition nulle au risque de taux avec un maximum de 2 ans.

5. Refinancement

RCI Banque a lancé trois émissions obligataires sous format public au cours du semestre. La première, d'une durée de 5 ans et d'un montant de 500 M€ affiche un coupon de 0,625 %, le plus bas jamais payé par le groupe en Euro. La transaction suivante, d'un montant de 750 M€ et d'une durée de trois ans et trois mois porte un coupon à taux variable. Le groupe a par la suite émis 750 M€ à 7 ans à taux fixe, maturité qui avait été inaugurée en 2014. En parallèle, de nombreux placements privés ont été réalisés, d'un montant cumulé de 925 M€ et pour une durée moyenne de 1,6 an.

Par ailleurs, une titrisation privée sur des crédits automobiles de 600 MGBP a été mise en place par la filiale anglaise, en remplacement d'une opération datant de 2009 en cours d'amortissement depuis 2014.

Cette alternance de maturités, types de coupons et de formats d'émission s'inscrit dans la stratégie de diversification des sources de financement poursuivie depuis plusieurs années par le groupe et permet de toucher le plus grand nombre d'investisseurs.

Hors d'Europe, les entités du groupe, au Brésil et en Corée du Sud, ont également emprunté sur leurs marchés obligataires domestiques. La filiale brésilienne a par ailleurs lancé sa première titrisation adossée à des crédits automobiles pour un montant de 466 MBRL.

L'activité d'épargne, lancée en 2012 en France, puis étendue successivement à l'Allemagne et l'Autriche, a démarré depuis le mois de juin dans un quatrième pays, le Royaume-Uni.

A fin juin, le total des dépôts de particuliers s'élevait à 7 Md€ (dont 5,1 Md€ de dépôts à vue et 1,9 Md€ de dépôts à terme).

Ces ressources, auxquelles s'ajoutent 4,1 Md€ de lignes bancaires confirmées non tirées, 1,8 Md€ de cdtatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE, 841 M€ d'actifs hautement liquides (HQLA), ainsi qu'un montant de cash disponible de 100 M€, permettent à RCI Banque d'assurer la continuité de son activité commerciale pendant plus de 11 mois sans accès à la liquidité extérieure (périmètre de refinancement centralisé). Le groupe détient également des HQLA en Corée du Sud pour un montant de 55 M€, portant à 896 M€ le montant total des actifs hautement liquides.

6. EXIGENCES REGLEMENTAIRES

Conformément à la réglementation prudentielle bancaire qui transpose en droit français la Directive 2013/36/UE concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CRD IV) et le règlement (UE) 575/2013, le groupe RCI Banque est soumis au respect du ratio de solvabilité et des ratios relatifs à la liquidité, la division des risques ou les équilibres de bilan (ratio de levier).

Au 30 juin 2015, les ratios calculés ne mettent pas en évidence un non-respect des exigences réglementaires.

7. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Note 1 : Secteurs opérationnels

Segmentation par marché

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2015
Encours productif moyen	20 682	6 891		27 573
Produit net bancaire	527	100	47	674
Résultat brut d'exploitation	367	82	13	462
Résultat d'exploitation	325	82	13	420
Résultat avant impôts	323	82	17	422

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2014
Encours productif moyen	18 143	6 666		24 809
Produit net bancaire	499	98	35	632
Résultat brut d'exploitation	335	79	6	420
Résultat d'exploitation	283	73	6	362
Résultat avant impôts	284	72	3	359

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2014
Encours productif moyen	18 717	6 698		25 415
Produit net bancaire	943	188	79	1 210
Résultat brut d'exploitation	625	151	11	787
Résultat d'exploitation	529	138	11	678
Résultat avant impôts	530	138	6	674

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe RCI Banque proviennent d'intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe RCI Banque tels que présentés aux notes 4 et 5 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées / Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

Note 2 : Instruments dérivés

En millions d'euros	06/2015		12/2014	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés dans la catégorie des dérivés détenus à des fins de transaction	32	112	36	42
Instruments dérivés de taux		2		
Instruments dérivés de change	32	106	36	39
Autres instruments dérivés		4		3
Juste valeur des actifs et passifs financiers désignés en couverture	287	45	262	47
Instruments dérivés de taux et de change : Couverture de juste valeur	268	36	248	32
Instruments dérivés de taux : Couverture de flux de trésorerie futurs	19	9	14	15
Total des instruments dérivés (*)	319	157	298	89

(*) Dont entreprises liées

6

Ces postes comprennent essentiellement des instruments dérivés contractés sur les marchés de gré à gré par le groupe RCI Banque dans le cadre de sa politique de couverture de l'exposition aux risques de change et de taux d'intérêt.

Ventilation des nominaux d'instruments dérivés par durée résiduelle et par intention de gestion

En millions d'euros	Inférieur à 1 an	de 1 an à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total 06/2015
Couverture du risque de change				
<u>Opérations de change à terme</u>				
Ventes	2 506			2 506
Achats	2 445			2 445
<u>Opérations de change au comptant</u>				
Prêts	50			50
Emprunts	50			50
<u>Opérations de swap de devises</u>				
Prêts	545	986		1 531
Emprunts	471	930		1 401
Couverture du risque de taux				
<u>Opérations de swap de taux</u>				
Prêteurs	6 014	4 530	971	11 515
Emprunteurs	6 014	4 530	971	11 515

(*) Dont entreprises liées

228

En millions d'euros	Inférieur à 1 an	de 1 an à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total 12/2014
Couverture du risque de change				
<u>Opérations de change à terme</u>				
Ventes	1 765			1 765
Achats	1 777			1 777
<u>Opérations de change au comptant</u>				
Prêts	112			112
Emprunts	112			112
<u>Opérations de swap de devises</u>				
Prêts	94	1 241		1 335
Emprunts	117	1 172		1 289
Couverture du risque de taux				
<u>Opérations de swap de taux</u>				
Prêteurs	5 820	5 579	350	11 749
Emprunteurs	5 820	5 579	350	11 749
Autres opérations				

(*) Dont entreprises liées

92

Note 3 : Prêts et créances sur les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2015	12/2014
Créances à vue sur les établissements de crédit	693	615
Comptes ordinaires débiteurs	671	586
Prêts au jour le jour	22	27
Créances rattachées		2
Créances à terme sur les établissements de crédit	268	135
Comptes et prêts à terme	266	128
Valeurs reçues en pension ou achetées ferme	1	3
Créances rattachées	1	4
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit (*)	961	750

(*) Dont entreprises liées

110

114

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Les comptes courants bancaires détenus par les fonds commun de titrisation contribuent pour partie au rehaussement de crédit des fonds. Ils s'élèvent à 483 millions d'euros à fin juin 2015 et sont classés parmi les comptes ordinaires débiteurs.

Les opérations de prêt au jour le jour avec les Banques Centrales figurent dans la rubrique « Caisse et Banques Centrales ».

Note 4 : Opérations avec la clientèle et assimilées

En millions d'euros	06/2015	12/2014
Prêts et créances sur la clientèle	30 369	28 398
Opérations avec la clientèle	23 706	22 325
Opérations de location financière	6 663	6 073
Opérations de location opérationnelle	449	309
Total opérations avec la clientèle et assimilées	30 818	28 707

Au 30 juin 2015, 677 millions d'euros sont des financements directement consentis à des filiales ou succursales du Groupe Renault contre 585 millions d'euros au 31 décembre 2014.

Au 30 juin 2015, le réseau de concessionnaires a perçu, en tant qu'apporteur d'affaires, une rémunération de 237 millions d'euros contre 186 millions au 30 juin 2014.

Au titre de leur politique commerciale et dans le cadre de campagnes promotionnelles, les constructeurs participent à la bonification des financements octroyés à la clientèle par le groupe RCI Banque. Au 30 juin 2015, cette participation s'élève à 213 millions d'euros contre 203 millions d'euros au 30 juin 2014.

La valeur brute des encours restructurés, suite à l'ensemble des mesures et de concessions envers les clients emprunteurs qui rencontrent (ou sont susceptibles à l'avenir de rencontrer) des difficultés financières, s'élève à 31,7 millions d'euros et est dépréciée à hauteur de 10,2 millions d'euros au 30 juin 2015.

4.1 - Opérations avec la clientèle

En millions d'euros	06/2015	12/2014
Créances sur la clientèle	24 262	22 951
Affacturage	657	509
Autres créances commerciales	2	1
Autres crédits à la clientèle	22 576	21 387
Comptes ordinaires débiteurs	329	319
Créances douteuses et compromises	698	735
Créances rattachées sur clientèle	39	38
Autres crédits à la clientèle	29	27
Comptes ordinaires débiteurs	1	2
Créances douteuses et compromises	9	9
Éléments intégrés au coût amorti sur créances clientèle	(31)	(76)
Etalement des frais de dossiers et divers	(57)	(72)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(427)	(412)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	453	408
Dépréciation des créances sur la clientèle	(564)	(588)
Dépréciation sur créances incidentées ou à risque	(171)	(166)
Dépréciation des créances douteuses et compromises	(366)	(397)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(27)	(25)
Total net des créances sur la clientèle	23 706	22 325

Les opérations de titrisation n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturage résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales de l'alliance Renault/Nissan.

4.2 - Opérations de location financière

En millions d'euros	06/2015	12/2014
Créances sur opérations de location financière	6 785	6 208
Crédit-bail et location longue durée	6 667	6 085
Créances douteuses et compromises	118	123
Créances rattachées sur opérations de location financière	7	7
Crédit-bail et location longue durée	5	5
Créances douteuses et compromises	2	2
Éléments intégrés au coût amorti sur opérations de location financière	(33)	(39)
Etalement des frais de dossiers et divers	(14)	(16)
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(104)	(102)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	85	79
Dépréciation des créances sur opérations de location financière	(96)	(103)
Dépréciation sur créances incidentées ou à risque	(12)	(10)
Dépréciation des créances douteuses et compromises	(81)	(89)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(3)	(4)
Total net des créances sur opérations de location financière	6 663	6 073

4.3 - Opérations de location opérationnelle

En millions d'euros	06/2015	12/2014
Immobilisations données en location	456	308
Valeur brute des immobilisations données en location	521	346
Amortissements sur immobilisations données en location	(65)	(38)
Créances sur opérations de location opérationnelle	2	4
Créances rattachées	1	1
Créances saines	3	3
Créances douteuses et compromises	1	
Produits et charges restant à étaler	(3)	
Dépréciation des opérations de location opérationnelle	(9)	(3)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(9)	(3)
Total net des opérations de location opérationnelle	449	309

Note 5 : Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2015
Valeur brute	23 250	7 844	393	31 487
Créances saines	22 768	7 501	390	30 659
Créances douteuses	183	308	2	493
Créances compromises	299	35	1	335
<i>% des créances douteuses et compromises sur le total des créances</i>	<i>2,07%</i>	<i>4,37%</i>	<i>0,76%</i>	<i>2,63%</i>
Dépréciation sur base individuelle	(419)	(150)	(1)	(570)
Dépréciation créances saines	(66)	(57)		(123)
Dépréciation créances douteuses	(103)	(58)		(161)
Dépréciation créances compromises	(250)	(35)	(1)	(286)
Dépréciation collective sectorielle	(39)	(60)		(99)
Dépréciation des créances	(9)	(60)		(69)
Risque pays	(30)			(30)
Total des valeurs nettes (*)	22 792	7 634	392	30 818
<i>(*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)</i>	<i>274</i>	<i>677</i>	<i>275</i>	<i>1 226</i>

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2014
Valeur brute	20 932	8 090	379	29 401
Créances saines	20 428	7 727	377	28 532
Créances douteuses	178	324	1	503
Créances compromises	326	39	1	366
<i>% des créances douteuses et compromises sur le total des créances</i>	<i>2,41%</i>	<i>4,49%</i>	<i>0,53%</i>	<i>2,96%</i>
Dépréciation sur base individuelle	(444)	(153)	(1)	(598)
Dépréciation créances saines	(59)	(53)		(112)
Dépréciation créances douteuses	(106)	(61)		(167)
Dépréciation créances compromises	(279)	(39)	(1)	(319)
Dépréciation collective sectorielle	(37)	(59)		(96)
Dépréciation des créances	(6)	(59)		(65)
Risque pays	(31)			(31)
Total des valeurs nettes (*)	20 451	7 878	378	28 707
<i>(*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées)</i>	<i>241</i>	<i>585</i>	<i>273</i>	<i>1 099</i>

L'information sectorielle est détaillée en note 1.

La classification « Autres » regroupe principalement les comptes acheteurs et ordinaires avec les concessionnaires et le groupe Renault.

Au 30 juin 2015, la provision pour risque pays concerne essentiellement l'Argentine et le Brésil, et dans une moindre mesure le Maroc.

Note 6 : Comptes de régularisation et actifs divers

En millions d'euros	06/2015	12/2014
Créances d'impôts et taxes fiscales	296	239
Créances d'impôts courants	13	37
Créances d'impôts différés	99	105
Créances fiscales hors impôts courants	184	97
Comptes de régularisation et actifs divers	678	637
Créances sociales	1	
Autres débiteurs divers	249	203
Comptes de régularisation actif	42	29
Valeurs reçues à l'encaissement	261	295
Part des réassureurs dans les provisions techniques	125	110
Total des comptes de régularisation et actifs divers (*)	974	876
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>143</i>	<i>153</i>

Note 7 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre**7.1 - Ventilation des dettes par méthode d'évaluation**

En millions d'euros	06/2015	12/2014
Dettes évaluées au coût amorti - Hors couverture juste valeur	22 829	20 720
Dettes envers les établissements de crédit	2 920	2 650
Dettes envers la clientèle	7 812	7 304
Dettes représentées par un titre	12 097	10 766
Dettes évaluées au coût amorti - Couverture juste valeur	6 270	5 871
Dettes envers les établissements de crédit		10
Dettes représentées par un titre	6 270	5 861
Total des dettes financières	29 099	26 591

7.2 - Dettes envers les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2015	12/2014
Dettes à vue envers les établissements de crédit	334	125
Comptes ordinaires créditeurs	62	47
Emprunts au jour le jour	70	
Autres sommes dues	202	78
Dettes à terme envers les établissements de crédit	2 586	2 535
Comptes et emprunts à terme	2 449	2 396
Dettes rattachées	137	139
Total des dettes envers les établissements de crédit	2 920	2 660

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Le solde du financement à terme accordé par la Banque Centrale Européenne (BCE) en contrepartie des créances mobilisées est de 1 000 M€ à fin juin 2015 (celui-ci s'élevait à 550 M€ à fin décembre 2014). Il est présenté dans le poste « Comptes et emprunts à terme » au passif.

La valeur comptable du collatéral présenté à la Banque de France (3G) s'élève au 30 juin 2015 à 3 281 M€, soit 407 M€ en créances privées et 2 874 M€ en titres des véhicules de titrisations.

7.3 - Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	06/2015	12/2014
Comptes créditeurs de la clientèle	7 756	7 280
Comptes ordinaires créditeurs	99	75
Comptes créditeurs à terme	658	671
Comptes d'épargne - Livrets ordinaires	5 092	5 102
Dépôts à terme de la clientèle	1 907	1 432
Autres sommes dues à la clientèle et dettes rattachées	56	24
Autres sommes dues à la clientèle	27	17
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue	1	6
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à terme	1	1
Dettes rattachées sur comptes d'épargne - Livrets ordinaires	13	
Dettes rattachées sur dépôts à terme de la clientèle	14	
Total des dettes envers la clientèle (*)	7 812	7 304

(*) Dont entreprises liées (1)

678

677

(1) Les comptes créditeurs à terme tiennent compte d'une convention de gage espèces accordée à RCI Banque S.A. par le constructeur Renault pour un montant de 550 millions d'euros couvrant sans distinction géographique les risques de défaillance du groupe Renault Retail Groupe.

RCI Banque a lancé son activité d'épargne en février 2012 en France, en février 2013 en Allemagne, en avril 2014 en Autriche et en mai 2015 au Royaume-Uni, en commercialisant des comptes sur livrets ainsi que des dépôts à terme.

7.4 - Dettes représentées par un titre

En millions d'euros	06/2015	12/2014
Titres de créances négociables (1)	1 213	952
Certificats de dépôt	834	797
Billets de trésorerie, Papiers commerciaux et assimilés	111	111
BMTN et assimilés	238	10
Dettes rattachées sur titres de créances négociables	30	34
Autres dettes représentées par un titre (2)	3 438	3 636
Autres dettes représentées par un titre	3 437	3 635
Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre	1	1
Emprunts obligataires et assimilés	13 716	12 039
Emprunts obligataires	13 536	11 784
Dettes rattachées sur emprunts obligataires	180	255
Total des dettes représentées par un titre (*)	18 367	16 627
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>190</i>	<i>203</i>

(1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par RCI Banque S.A., CFI RCI Brasil S.A. et Diac S.A..

(2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent principalement aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation française (Diac S.A.), italienne (RCI Banque Succursale Italiana), allemande (RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland), anglaise (RCI Financial Services Ltd) et brésilienne (CFI RCI Brasil S.A.).

Note 8 : Comptes de régularisation et passifs divers

En millions d'euros	06/2015	12/2014
Dettes d'impôts et taxes fiscales	455	445
Dettes d'impôts courants	110	74
Dettes d'impôts différés	330	339
Dettes fiscales hors impôts courants	15	32
Comptes de régularisation et passifs divers	1 029	1 104
Dettes sociales	35	38
Autres créditeurs divers	805	875
Comptes de régularisation passif	186	186
Comptes d'encaissement	3	5
Total des comptes de régularisation et passifs divers (*)	1 484	1 549
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>139</i>	<i>187</i>

Note 9 : Provisions

En millions d'euros	12/2014	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2015
			Utilis ées	No n Utilis ées		
Provisions sur opérations bancaires	270	113	(24)	(65)	(1)	293
Provisions pour risques de litiges	20	3	(6)		(2)	15
Autres provisions, y compris provisions techniques d'assurance	250	110	(18)	(65)	1	278
Provisions sur opérations non bancaires	98	8	(4)	(1)	(3)	98
Provisions pour engagements de retraite et ass.	41	3	(2)		(2)	40
Provisions pour restructurations	4			(1)		3
Provisions pour risques fiscaux et litiges	50	5	(2)		(1)	52
Autres provisions	3					3
Total des provisions	368	121	(28)	(66)	(4)	391

(*) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

Chacun des litiges connus dans lesquels RCI Banque ou des sociétés du groupe sont impliqués fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

Les sociétés du groupe font périodiquement l'objet de contrôles fiscaux dans les pays où elles sont implantées. Les rappels d'impôts et taxes acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les rappels contestés sont pris en compte, au cas par cas, selon des estimations intégrant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés puisse ne pas prévaloir.

Les provisions pour restructurations à fin juin 2015 concernent principalement l'Espagne et le Royaume-Uni.

Les autres provisions sur opérations bancaires sont principalement constituées de la provision technique d'assurance correspondant aux engagements des captives d'assurance vis-à-vis des assurés et des bénéficiaires des contrats. La provision technique d'assurance s'élève à 260 M€ à fin juin 2015.

Les provisions pour litiges sur opérations bancaires comprennent notamment celle de la succursale allemande (RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland) qui s'élevaient à 13 M€ à fin décembre 2014 dont 1ME au titre de l'audit fiscal sur la TVA et 12 ME au titre des frais de dossiers abusifs suite à la décision de la Cour Suprême allemande ainsi que celle de la filiale hongroise (RCI ZRT) qui s'élevait à 5 M€ suite à une loi à effet rétroactif sur les contrats en devises.

Au 30 juin 2015, les reprises utilisées sur ces provisions font suite au passage en charges effectives des remboursements déjà effectués :

- 6,4 M€ pour RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland dont 0,5 M€ au titre de la provision pour risque fiscal et 5,9 M€ au titre de la provision sur opérations bancaires relative aux frais de dossier ;
- 5,7 M€ pour RCI ZRT.

Par ailleurs, une dotation supplémentaire au titre de la provision des remboursements d'intérêts de contrats en devises a été enregistrée en 2015 à hauteur de 1,6 M€ en Hongrie.

Note 10 : Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie

En millions d'euros	12/2014	Dotations	Reprises		Autres variations (*)	06/2015
			Utilisées	Non utilisées		
Dépréciations sur opérations bancaires	697	170	(127)	(74)	4	670
Opérations avec la clientèle (sur base individuelle)	600	163	(126)	(70)	4	571
Opérations avec la clientèle (sur base collective)	96	7	(1)	(4)	1	99
Opérations sur titres	1				(1)	
Provisions sur opérations non bancaires	5					5
Autres couvertures d'un risque de contrepartie	5					5
Provisions sur opérations bancaires	20	3	(6)		(2)	15
Provisions pour risques de litiges	20	3	(6)		(2)	15
Total couverture des risques de contreparties	722	173	(133)	(74)	2	690

(*) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 5.

Note 11 : Dettes subordonnées

En millions d'euros	06/2015	12/2014
Dettes évaluées au coût amorti		251
Emprunts subordonnés		250
Dettes rattachées sur emprunts subordonnés		1
Dettes évaluées à la juste valeur	12	10
Titres participatifs	12	10
Total des dettes subordonnées	12	261

Au 30 juin 2015, l'émission publique de dettes subordonnées de 250 millions d'euros mise en place en 2005 a été intégralement remboursée.

La rémunération des titres participatifs émis en 1985 par Diac SA comprend une partie fixe égale au TAM (Taux annuel monétaire) et une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du sous-groupe Diac de l'exercice par rapport à celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100% et 130% du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6.5%.

Note 12 : Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 06/2015
Actifs financiers	8 583	10 766	12 823	330	32 502
Instruments dérivés	8	157	139	15	319
Actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers	102	535	69	147	853
Prêts et créances sur les établissements de crédit	850	1	110		961
Prêts et créances sur la clientèle	7 623	10 073	12 505	168	30 369
Passifs financiers	7 363	5 508	14 572	1 825	29 268
Instruments dérivés	41	61	47	8	157
Dettes envers les établissements de crédit	759	611	1 550		2 920
Dettes envers la clientèle	5 417	536	1 309	550	7 812
Dettes représentées par un titre	1 146	4 300	11 666	1 255	18 367
Dettes subordonnées				12	12

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2014
Actifs financiers	8 570	9 762	11 589	281	30 202
Instruments dérivés	41	21	214	22	298
Actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers	125	399	101	132	757
Prêts et créances sur les établissements de crédit	685	5	60		750
Prêts et créances sur la clientèle	7 719	9 337	11 214	127	28 397
Passifs financiers	8 455	3 679	13 728	1 079	26 941
Instruments dérivés	17	38	34		89
Dettes envers les établissements de crédit	874	709	1 077		2 660
Dettes envers la clientèle	5 345	394	1 015	550	7 304
Dettes représentées par un titre	2 219	2 287	11 602	519	16 627
Dettes subordonnées		251		10	261

Note 13 : Juste Valeur des actifs et passifs financiers (en application d'IFRS 7 et d'IFRS 13) et décomposition par niveau des actifs et des passifs à la juste valeur

En millions d'euros 06/2015	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	32 502	823	1 280	30 408	32 511	9
Instruments dérivés	319		319		319	
Actifs financiers disponibles à la vente et autres	853	823		30	853	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	961		961		961	
Prêts et créances sur la clientèle	30 369			30 378	30 378	9
Passifs financiers	29 268	12	29 430		29 442	(174)
Instruments dérivés	157		157		157	
Dettes envers les établissements de crédit	2 920		2 918		2 918	2
Dettes envers la clientèle	7 812		7 812		7 812	
Dettes représentées par un titre	18 367		18 543		18 543	(176)
Dettes subordonnées	12	12			12	

(*) VNC : Valeur nette comptable - JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Les actifs financiers disponibles à la vente classés en niveau 3 correspondent à des titres de participation de sociétés non consolidées. La hausse de 17 M€ par rapport à décembre 2014 s'explique par l'augmentation de capital social de Nissan Renault Financial Services India Private Limited et de RCI Mobility SAS. Les actifs financiers disponibles à la vente classés en niveau 1 correspondent principalement à des bons du Trésor et OPCVM éligibles aux HQLA (actifs liquides de haute qualité) du ratio de liquidité court terme LCR (Liquidity Coverage ratio).

En millions d'euros 12/2014	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	30 201	743	1 048	28 541	30 332	131
Instruments dérivés	298		298		298	
Actifs financiers disponibles à la vente et autres	756	743		13	756	
Prêts et créances sur les établissements de crédit	750		750		750	
Prêts et créances sur la clientèle	28 397			28 528	28 528	131
Passifs financiers	26 941	10	27 256		27 266	(325)
Instruments dérivés	89		89		89	
Dettes envers les établissements de crédit	2 660		2 688		2 688	(28)
Dettes envers la clientèle	7 304		7 304		7 304	
Dettes représentées par un titre	16 627		16 924		16 924	(297)
Dettes subordonnées	261	10	251		261	

(*) VNC : Valeur nette comptable - JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Hypothèses et méthodes retenues

La hiérarchie à 3 niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 7 est la suivante :

- Niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.
- Niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables.
- Niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments.

Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché. L'utilisation d'hypothèses différentes et/ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs estimées.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque exercice, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est déterminée à partir de modèles de valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si RCI Banque ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont :

- Actifs financiers

Les prêts à taux fixe ont été estimés en actualisant les flux futurs aux taux proposés par RCI Banque au 31 décembre 2014 et au 30 juin 2015 pour des prêts de conditions et échéances similaires.

Les titres en niveau 3 correspondent aux titres de participations non consolidés pour lesquels il n'existe pas de cotation.

- Prêts et créances à la clientèle

Les créances de financement des ventes ont été estimées en actualisant les flux futurs au taux auquel des prêts similaires (conditions, échéance et qualité du débiteur) seraient accordés au 31 décembre 2014 et au 30 juin 2015.

Les créances à la clientèle qui ont une durée de vie inférieure à un an ne sont pas actualisées, leur juste valeur ne présentant pas d'écart significatif avec la valeur nette comptable.

- Passifs financiers

La juste valeur des passifs financiers a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés à RCI Banque au 31 décembre 2014 et au 30 juin 2015 pour des emprunts de conditions et échéances similaires. Les flux prévisionnels sont donc actualisés selon une courbe de taux zéro-coupon, incluant le spread de RCI Banque des émissions sur le marché secondaire contre 3 mois.

Note 14 : Accords de compensation et autres engagements similaires**Convention cadre relative aux opérations sur instruments financiers à terme et accords similaires**

Le groupe RCI Banque négocie ses contrats d'instruments dérivés à terme sous les conventions-cadre de l'International Swaps and Derivatives Association (ISDA) et de la FBF (Fédération Bancaire Française).

La survenance d'un cas de défaut donne à la partie non défaillante le droit de suspendre l'exécution de ses obligations de paiement et au paiement ou à la réception d'un solde de résiliation pour l'ensemble des transactions résiliées.

Les conventions-cadre ISDA et FBF ne répondent pas aux critères de compensation dans les états financiers. Le groupe RCI Banque ne dispose actuellement d'un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés uniquement en cas de défaut ou d'évènement de crédit.

Tableau de synthèse des compensations des actifs et passifs financiers

En millions d'euros - 30/06/2015

ACTIF	Valeur Brute comptable (avant compensation)	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Dérivés	319		319	95			224
Créances de financement Réseau (1)	1 086		1 086		734		352
Total	1 405		1 405	95	734		576

PASSIF	Valeur Brute comptable (avant compensation)	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Dérivés	157		157	95			62
Total	157		157	95			62

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspondent pour 591 M€ à celles du groupe Renault Retail Groupe, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 550 M€ par un gage espèces accordé par le constructeur Renault (cf note 7.3) et pour 495 M€ aux concessionnaires financés par Companhia de Credito, Financiamento e Investimento RCI Brasil, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 190 M€ par nantissement des lettras de cambio souscrites par les concessionnaires.

En millions d'euros - 31/12/2014

ACTIF	Valeur Brute comptable (avant compensation)	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Dérivés	298		298	66			233
Créances de financement Réseau (1)	1 121		1 121		724		397
Total	1 419		1 419	66	724		630

PASSIF	Valeur Brute comptable (avant compensation)	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Dérivés	89		89	66			23
Total	89		89	66			23

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspondent pour 521 M€ à celles du groupe Renault Retail Groupe, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 550 M€ par un gage espèces accordé par le constructeur Renault (cf note 7.3) et pour 600 M€ aux concessionnaires financés par Companhia de Credito, Financiamento e Investimento RCI Brasil, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 205 M€ par nantissement desletras de cambio souscrites par les concessionnaires.

Note 15 : Engagements donnés

En millions d'euros	06/2015	12/2014
Engagements de financement	2 160	1 645
Engagements en faveur de la clientèle	2 160	1 645
Engagements de garantie	96	64
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	54	34
Engagements d'ordre de la clientèle	42	30
Total des engagements donnés (*)	2 256	1 709

(*) Dont entreprises liées

13

11

Note 16 : Engagements reçus

En millions d'euros	06/2015	12/2014
Engagements de financement	4 627	4 812
Engagements reçus d'établissements de crédit	4 626	4 812
Engagements reçus de la clientèle	1	
Engagements de garantie	8 881	8 051
Engagements reçus d'établissements de crédit	158	146
Engagements reçus de la clientèle	5 034	4 676
Engagements de reprise reçus	3 689	3 229
Total des engagements reçus (*)	13 508	12 863
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>2 709</i>	<i>2 476</i>

RCI Banque dispose au 30 juin 2015 de 4 612 millions d'euros de lignes de sécurité confirmées non utilisées, d'une diversification importante de ses programmes d'émissions court et moyen termes et de 1 757 millions d'euros de titres de créances éligibles et mobilisables auprès de la Banque Centrale Européenne (après prise en compte des décôtes, hors titres et créances mobilisées à la date de clôture).

Garanties et collatéraux

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantissements, lettres d'intention, garanties bancaires à la première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe RCI Banque mène donc une gestion active et rigoureuse de ses suretés notamment en les diversifiant : assurance-crédit, garanties personnelles et autres.

Note 17 : Intérêts et produits assimilés

En millions d'euros	06/2015	06/2014	12/2014
Intérêts et produits assimilés	1 141	1 121	2 252
Opérations avec les établissements de crédit	9	16	27
Opérations avec la clientèle	837	801	1 630
Opérations de location financière	236	250	496
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	58	53	98
Intérêts courus et échus des instruments financiers disponibles à la vente	1	1	1
Étalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	(189)	(162)	(338)
Opérations avec la clientèle	(157)	(128)	(271)
Opérations de location financière	(32)	(34)	(67)
Total des intérêts et produits assimilés (*)	952	959	1 914
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>271</i>	<i>282</i>	<i>560</i>

La titrisation des créances n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

Note 18 : Intérêts et charges assimilées

En millions d'euros	06/2015	06/2014	12/2014
Opérations avec les établissements de crédit	(97)	(134)	(224)
Opérations avec la clientèle	(51)	(50)	(103)
Opérations de location financière			(1)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(12)	(11)	(15)
Charges sur dettes représentées par un titre	(276)	(286)	(598)
Autres intérêts et charges assimilés	(10)	(11)	(21)
Total des intérêts et charges assimilés (*)	(446)	(492)	(962)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(15)</i>	<i>(18)</i>	<i>(33)</i>

Note 19 : Produits (charges) nets des autres activités

En millions d'euros	06/2015	06/2014	12/2014
Autres produits d'exploitation bancaire	473	392	791
Prestations accessoires aux contrats de financement	164	157	300
Produits des activités de services	196	164	339
Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux	46	34	62
<i>dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles</i>	<i>6</i>	<i>4</i>	<i>3</i>
Opérations de location opérationnelle	40	20	44
Autres produits d'exploitation bancaire	27	17	46
<i>dont reprise de provisions pour risques bancaires</i>	<i>15</i>	<i>6</i>	<i>18</i>
Autres charges d'exploitation bancaire	(312)	(247)	(558)
Coûts des prestations accessoires aux contrats de financement	(64)	(70)	(134)
Coûts des activités de services	(98)	(81)	(167)
Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux	(50)	(26)	(53)
<i>dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles</i>	<i>(10)</i>	<i>(2)</i>	<i>(3)</i>
Coûts de distribution non assimilables à des intérêts	(45)	(38)	(84)
Opérations de location opérationnelle	(27)	(12)	(26)
Autres charges d'exploitation bancaire	(28)	(20)	(94)
<i>dont dotation aux provisions pour risques bancaires</i>	<i>(1)</i>	<i>(8)</i>	<i>(13)</i>
Autres produits et charges d'exploitation non bancaire	2	12	16
Autres produits d'exploitation non bancaire	9	18	32
Autres charges d'exploitation non bancaire	(7)	(6)	(16)
Total des produits et charges nets des autres activités (*)	163	157	249
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(1)</i>	<i>(3)</i>	<i>(8)</i>

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

Les produits et les coûts des activités de services comprennent les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par les captives d'assurance du groupe.

Les autres charges d'exploitation bancaires comprennent notamment le passage en charges effectives des remboursements déjà effectués suite à la décision de la Cour Suprême allemande jugeant les frais de dossiers abusifs (avec rétroactivité

depuis 2004) qui sont par ailleurs compensés par des reprises utilisées dans les produits d'exploitation bancaire. L'impact net est de -1,6 M€.

Note 20 : Charges générales d'exploitation

En millions d'euros	06/2015	06/2014	12/2014
Frais de personnel	(113)	(108)	(221)
Rémunération du personnel	(78)	(73)	(149)
Charges de retraites et assimilées	(8)	(7)	(14)
Autres charges sociales	(25)	(24)	(49)
Autres charges de personnel	(2)	(4)	(9)
Autres frais administratifs	(96)	(101)	(196)
Impôts et taxes hors IS	(23)	(10)	(24)
Loyers	(5)	(5)	(11)
Autres frais administratifs	(68)	(86)	(161)
Total des charges générales d'exploitation (*)	(209)	(209)	(417)
<i>(*) Dont entreprises liées</i>	<i>(1)</i>	<i>(1)</i>	<i>(3)</i>

Les autres charges de personnel comprennent les flux relatifs aux provisions pour restructuration et pour risques liés au personnel.

Conformément aux normes du Groupe Renault, la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) a été classée en « Impôts et taxes hors IS ».

L'augmentation des impôts et taxes par rapport à Juin 2014 s'explique principalement par la prise en compte d'IFRIC 21 pour la C3S, la taxe de risque systémique et la contribution au Fonds de Résolution Unique en France.

Note 21 : Coût du risque par catégorie de clientèle

En millions d'euros	06/2015	06/2014	12/2014
Coût du risque sur financement clientèle	(40)	(50)	(94)
Dotations pour dépréciation	(115)	(115)	(235)
Reprises de dépréciation	145	146	274
Pertes sur créances irrécouvrables	(78)	(97)	(157)
Récupérations sur créances amorties	8	16	24
Coût du risque sur financement des Réseaux		(6)	(13)
Dotations pour dépréciation	(42)	(41)	(92)
Reprises de dépréciation	44	37	91
Pertes sur créances irrécouvrables	(2)	(2)	(13)
Récupérations sur créances amorties			1
Coût du risque sur autres activités	(2)	(2)	(2)
Variation de la provision pour risques pays	1	(1)	
Variation des dépréciations des autres créances	(3)	(1)	(2)
Total du coût du risque	(42)	(58)	(109)

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

Note 22 : Impôts sur les bénéfices

En millions d'euros	06/2015	06/2014	12/2014
Impôts exigibles	(168)	(135)	(228)
Impôts courants sur les bénéfices	(168)	(135)	(228)
Impôts différés	8	8	10
Impôts différés	8	8	10
Total de la charge d'impôts sur les bénéfices	(160)	(127)	(218)

Le taux effectif d'impôts du Groupe s'établit à 37,87% au 30 juin 2015 contre 35,36% au 30 juin 2014 et 33,24% au 31 décembre 2014.

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de la période, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.

Note 23 : Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture et susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes du 30 juin 2015 n'est intervenu entre la date de clôture et le 23 juillet 2015, date à laquelle le Conseil a arrêté les comptes.